

La voix de l'opposition de gauche

Le 19 octobre 2017

CAUSERIE

Cela fait 6 jours que mon épouse est dans le coma et sous respiration artificielle.

J'ai reçu avant-hier une lettre de la CNAV (Caisse nationale d'assurance vieillesse) m'informant que l'attestation bancaire que je lui avait envoyée avait été établie depuis plus de trois mois, et qu'en conséquence je devais leur en renvoyer une, comme si je n'avais que cela à faire que de cavalier à ma banque (30 Kms aller/retour) et perdre plus d'une heure, pour finalement leur renvoyer un document identique, à croire qu'ils n'ont que cela à foutre !

Hier j'ai évoqué l'épouvantable Caf des Bouches-du-Rhône qui a réclamé plusieurs fois à mon épouse les mêmes documents depuis quatre ans. Chaque fois cela leur fait du travail en plus, c'est à se demander s'ils sont vraiment en sous-effectif ou débordés de travail, non ? En fait, ils s'en tapent puisque ce seront les assurés sociaux qui en seront les victimes, car de leur côté ils pourront ainsi justifier leur poste de travail. Ils font du zèle, ils n'essaient pas d'être bienveillants ou compréhensifs envers les travailleurs, ils sont bornés au possible, multiplient les erreurs, ils ne s'en excusent jamais et nous traitent comme de la merde.

Que les fonctionnaires ne s'étonnent pas ensuite que les travailleurs du secteur privé soient indifférents à leur condition ou les détestent, se moquent de la privatisation des services publics, ce qui n'est pas mon cas évidemment.

En revanche, ma retraite complémentaire (ARRCO) a été traitée par Humanis, un organisme privé. L'employée qui s'est occupée de mon dossier ayant constaté qu'il lui manquait une de mes coordonnées bancaires, a malgré tout procédé à la mise en paiement immédiat de ma retraite (ARRCO, 425,01 euros par trimestre, et AGIRC, un versement unique de 2727,29 euros) par mandat international, en attendant que je lui fasse parvenir l'information que j'avais omis de lui fournir, et je l'en ai remerciée, c'était la moindre des choses.

Quand on observe la différence de traitement, on s'aperçoit immédiatement qu'on est plus mal traité par la SS que par un organisme privé.

En Inde, c'est exactement la même chose et cela quel que soit le service public, c'est l'horreur, abominable, s'y ajoute la corruption systématique si vous voulez que votre dossier soit traité plus rapidement. C'est la règle du jeu : tu casques sinon je vais te faire chier à en perdre patience et tu finiras bien par les lâcher tes tunes. Ils font le coup à tous les Indiens sans exception, même avec les plus miséreux, ils sont vraiment dégueulasses. L'idéal, c'est de connaître un fonctionnaire, ton affaire est réglée dans la minute qui suit et c'est gratuit !

Ces fonctionnaires ne font pas du zèle par conscience professionnelle, mais parce qu'ils sont rongés par la haine et l'indifférence au sort des autres qui a envahi toute la société, après que les inégalités et les injustices sociales aient atteint des niveaux vertigineux, il faut le savoir ou en prendre conscience, sinon on risque de finir comme eux, avis aux esprits faibles.

Un dernier mot.

Je viens de recevoir trois chèques correspondant à ma retraite complémentaire. Au total 233.000 roupies, environ 3.000 euros. Le prochain dans trois mois sera de 31.000 roupies, soit 137 euros par mois, c'est peu, mais ici en Inde, c'est suffisant pour survivre. Je vais envoyer un chaleureux courriel à cette employée d'Humanis. Quant à ma retraite générale via la CNAV...

[Un document exceptionnel sur la Libye.](#)

1er partie - La conversation téléphonique du 25 février 2011 entre Tony Blair et Kadhafi, de 11h15 à 11h45

2ème partie - Appel Tony Blair-Kadhafi de 15h35 à 16h00.

- [Document en anglais du Parlement britannique.](#)
- [Le document traduit en français par le blog Les-Crises.fr](#)

Commentaires d'internautes.

1- "Donc, tout se savait trois semaines AVANT l'attaque occidentale qui a commencé le 19 mars !

Et pendant les mois de bombardements de l'OTAN sur la Libye, les médias nous ont gavés avec "la révolution libyenne", "les résistants libyens" (drôles de résistants, qui demandent aux étrangers de bombardier leur pays), "la terreur du régime à Tripoli"...

Guerre abjecte, approuvée par Hubert Védrine, Emmanuel Todd et Jean-Pierre Chevènement (ce dernier a fait amende honorable depuis), quasiment approuvée par Serge Halimi (Le Monde diplomatique, avril 2011) et par l'Humanité, qui saluait la "victoire du peuple" lors de la chute de Tripoli..."

J'étais tombé dans le panneau, je l'ai compris peu de temps plus tard en découvrant la vérité dans un article publié par le Réseau Voltaire, j'ai rectifié le tir en condamnant le bombardement de la Lybie par l'OTAN et la France. Plus tard j'ai regretté de ne pas avoir soutenu davantage la Lybie... Cela m'a servi de leçon, et je n'ai pas commis la même erreur avec la Syrie que je soutiens inconditionnellement depuis 2011.

2- "Ce qui est fou c'est d'avoir été aveugle sur la Libye après l'Irak. C'est d'avoir gobé le discours sur la Syrie sans souvenir aucun de ce qui s'était passé en Libye... C'est d'embrayer sans questions sur la Birmanie. Comment fonctionnent ces cerveaux ou n'entre aucun doute ni aucune interrogation devant des catastrophes à ce point similaires dans leur présentation ? (Et encore on en restera là pour rester dans le politiquement correct.)

3- Cette phrase de Kadhafi m'a interpellé : "je n'ai aucun pouvoir ni mandat, je ne suis pas le Président. Je n'ai rien à céder, " Car beaucoup de gens en France n'ont Jamais entendu parler de la "Jamahiriya". Factuellement, Si on revient au sens premier du mot "démocratie" et sans même l'idéaliser, avec ses congrès populaires la Libye de Kadhafi était plus démocratique que la France. Tony Blair, lui, ne pouvait pas l'ignorer." Effectivement, si j'ai bien compris, c'était le pays socialement le plus avancé de la planète.

[A propos de la Catalogne.](#)

- **Barcelone: 200 000 manifestants contre l'incarcération de deux indépendantistes - LExpress.fr**

Encore une manifestation d'envergure à Barcelone. Des milliers de Catalans sont descendus dans la rue ce mardi contre la mise en détention de deux importants responsables indépendantistes. Selon la police régionale, ils étaient au nombre de 200 000. La maire de Barcelone Ada Colau, qui a pourtant pris ses distances avec le processus d'indépendance lancé par le président séparatiste Carles Puigdemont, faisait partie des manifestants.

La pression monte avant la fin de l'ultimatum de Madrid

"Independenzia", scandait la foule après avoir réclamé la libération de Jordi Cuixart et Jordi Sanchez, les dirigeants de l'Assemblée nationale catalane (ANC) et d'Omnium Cultural, inculpés pour sédition par les autorités espagnoles. "Nous entrons dans une nouvelle phase de mobilisations, et comme toujours elles seront pacifiques, démocratiques (...) il s'agira d'actions directes, impliquant la force de la citoyenneté", a annoncé lors d'une conférence de presse Marcel Mauri, un porte-parole d'Omnium.

Ces manifestations interviennent alors que le délai accordé par Madrid à Carles Puigdemont pour qu'il renonce officiellement à ses desseins séparatistes s'épuise: il a jusqu'à jeudi 10h00. S'il ne recule pas, le gouvernement de Mariano Rajoy pourrait suspendre totalement ou partiellement l'autonomie de la Catalogne, au risque de provoquer des manifestations encore plus importantes.

Pas "d'autodétermination" pour les "peuples d'Espagne"

Sur le front judiciaire, la Cour constitutionnelle espagnole a définitivement annulé, a posteriori, la loi catalane organisant le référendum. Dans son arrêt, elle souligne qu'il n'existe pas un "droit à l'autodétermination" pour les "peuples d'Espagne".

La société catalane est divisée presque à parts égales sur l'indépendance. Les partisans de Madrid ont rassemblé quelque 350 000 manifestants dans les rues de Barcelone il y a dix jours. L'Express.fr 18 octobre 2017

Un internaute.

- "Si l'Europe ne veut certes pas d'une prolifération incontrôlée du nombre de régions autonomistes, c'est parce qu'elle considère que les actuels Etats-nations sont des régions en puissances – c'est à dire des unités de gestion administrative dénuées de toute référence à l'idée de peuple souverain, à l'idée d'une langue et d'une culture commune... Voilà pourquoi c'est si important pour Bruxelles de refuser aux Catalans la possibilité de s'auto-affirmer en tant que nation souveraine..."

C'est une explication.

Position de la TCI, tendance trotskyste du POID :

"Quand le peuple catalan se soulève en masse pour défendre les bureaux de vote quand se multiplient dans les villages, les quartiers des villes, des comités de défense du référendum, quand la grève générale est un incontestable succès, ce sont tous les ingrédients d'une situation révolutionnaire. C'est là l'origine de l'union sacrée de toutes les forces institutionnelles espagnoles contre le peuple catalan des néo-franquistes de Rajoy au PSOE, des stalinien à Podemos, de l'UGT aux Commissions ouvrières... Il leur faut sauver les institutions de la monarchie. Union sacrée hors de l'Espagne aussi, sous l'égide de Trump, de l'UE et du FMI ; en France, des Républicains à Mélenchon en passant par Macron.

Ce n'est pas une situation catalane. En France, toutes les forces institutionnelles bandent leurs forces pour préserver la Ve République et l'Union européenne et protéger le gouvernement pour

qu'il tienne coûte que coûte jusqu'en 2022. Mélenchon fait chaque jour de plus en plus clairement ses offres de service à Macron qu'il vient de féliciter à propos de sa position sur l'Europe"

On ne nous dit pas sur quelle base ou dans quelle perspective politique les masses en Catalogne se sont mobilisées. Quel est précisément leur état d'esprit, leur niveau de conscience politique ? Quels sont les rapports entre les classes qui sont à l'origine de ce mouvement ? Quel est le contenu de leurs revendications et leur orientation politique, leur nature de classe ?

Quelques citations réservées aux gauchistes.

Quand le vernis démocratique du régime craque de partout, la lutte pour la démocratie devient un mot d'ordre révolutionnaire.

- *"Ce serait une erreur capitale de croire que la lutte pour la démocratie est susceptible de détourner le prolétariat de la révolution socialiste ou d'éclipser celle-ci, de l'estomper, etc. Au contraire, de même qu'il est impossible de concevoir un socialisme victorieux qui ne réaliserait pas la démocratie intégrale, de même le prolétariat ne peut se préparer à la victoire sur la bourgeoisie s'il ne mène pas une lutte générale, systématique et révolutionnaire pour la démocratie."* (La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes - Lénine, 1916.

J'avais proposé une stratégie axée sur le combat pour l'abolition du capitalisme, en précisant que cet objectif ne pourrait être atteint qu'en renversant les institutions de la Ve République ou en instaurant la démocratie ou le socialisme. Pour que la démocratie devienne une réalité et qu'elle s'attaque aux fondements du capitalisme, il faut que le mouvement révolutionnaire des masses exploitées chassent du pouvoir la bourgeoisie.

Peu importe que la Russie, la Chine ou l'Iran soutiennent la Syrie de Bachar al-Assad.

- *"Le fait que la lutte contre une puissance impérialiste pour la liberté nationale peut, dans certaines conditions, être exploitée par une autre "grande" puissance dans ses propres buts également impérialistes, ne peut pas plus obliger la social-démocratie à renoncer au droit des nations à disposer d'elles-mêmes..."* (id)

- *"... les pays semi-coloniaux comme la Chine, la Perse, la Turquie, et toutes les colonies totalisent environ 1000 millions d'habitants. Là, les mouvements démocratiques bourgeois ou bien commencent à peine, ou bien sont loin d'être à leur terme. Les socialistes ne doivent pas seulement revendiquer la libération immédiate, sans condition et sans rachat, des colonies (et cette revendication, dans son expression politique, n'est pas autre chose que la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes), les socialistes doivent soutenir de la façon la plus résolue les éléments les plus révolutionnaires des mouvements démocratiques bourgeois de libération nationale de ces pays et aider à leur insurrection (ou, le cas échéant, à leur guerre révolutionnaire) contre les puissances impérialistes qui les oppriment."* (id)

Depuis, les mouvements démocratiques bourgeois de libération nationale ont triomphé, et c'est ce qui est remis en cause aujourd'hui à travers l'agression d'une multitude de pays par les Etats-Unis et ses alliés. Nous devons donc les soutenir à nouveau.

Quelques instruments du dispositif de l'oligarchie pour imposer à terme son nouvel ordre mondial.

Comme quoi ils ont de la suite dans les idées.

Vidéo. Le côté obscur de Wikipédia

<https://www.youtube.com/watch?v=768l2wuhCAc>

Cette vidéo est consacrée au sort que Wikipédia a réservé à l'historien et professeur suisse Daniele Ganser, un spécialiste de l'Histoire contemporaine depuis 1945 et un expert en politique internationale. Il a publié notamment *Les Armées secrètes de l'OTAN* aux éditions Demi lune.

Cette vidéo traîne littéralement en longueur. Voici ce que j'en ai retenu.

Wikipédia a un fonctionnement vertical et occulte. N'importe qui peut écrire sur Wikipédia une fois ouvert un compte utilisateur, cependant la direction veille à ce qu'une certaine ligne éditoriale soit respectée, et elle censure tous les passages qui ne sont pas conformes à l'idéologie politique qu'elle a adoptée ou à ses objectifs politiques dont n'ont pas idée les utilisateurs de Wikipédia qui est présenté comme une encyclopédie indépendante et impartiale, ce qu'elle n'est pas en réalité.

Dans le cas de Daniele Ganser, Wikipédia s'est engagé à démolir sa réputation en le faisant passer pour un théoricien du complot parce qu'il avait osé émettre des doutes sur la version officielle du 11 septembre 2001, pire, un négationniste. Tout utilisateur de Wikipédia qui tenterait de modifier en sa faveur l'article qui lui est consacré est systématiquement censuré et son compte bloqué, ce qui signifie qu'il ne peut plus écrire sur Wikipédia.

Wikipédia a ses chiens de garde, il les appelle les suiveurs et les administrateurs. Ils sont accrédités ou recrutés par la direction de Wikipédia dont le siège est aux Etats-unis. Ils veillent à ce que les pages consacrées à l'histoire ou à la politique demeurent conformes à la politique adoptée par sa direction. Ils interviennent en employant des pseudonymes, de telle sorte que personne ne les connaît ou ne peut les traîner en justice pour diffamation, ils peuvent donc écrire ce qu'ils veulent sur n'importe qui en toute impunité. C'est le genre de procédé employé par les représentants d'un régime despotique.

Daniele Ganser et quelques-uns de ses amis sont parvenus à découvrir l'identité d'un suiveur ou administrateur. Il s'agit d'un professeur de musique exerçant dans une université qui passerait jusqu'à dix heures par jour à modifier jusqu'à 88 articles sur Wikipédia en une seule journée, or matériellement c'est impossible. Je précise que n'importe quel germanophone peut le vérifier directement sur Wikipédia, et si j'ai employé le conditionnel ce n'était pas pour mettre en doute les faits avancés par Ganser et ses amis, vous comprendrez pourquoi plus loin.

Sur ce point capital Ganser et ses amis ont manqué d'à propos ou ne sont pas allés au bout de leur analyse, certes cela leur a semblé louche, mais sans plus. Et pour cause, une journée ne comporte que 24 heures, il est donc totalement impossible qu'une personne puisse à la fois travailler, se connecter 10 heures par jour à Internet, tout en consacrant du temps (incompressible) à ses affaires personnelles, prendre ses repas, se rendre à son travail, dormir, et qui plus est lire, se documenter pour préparer ses articles, etc.

Il fallait donc en déduire que forcément un groupe de personnes travaillaient ensemble à modifier des articles sur Wikipédia en employant le même pseudonyme, sans qu'on sache précisément comment fonctionne leur organisation. On ignore si ces personnes se connaissent, si elles travaillent dans les mêmes locaux. Quant à la question de savoir si elles sont rémunérées par Wikipédia, cela tombe sous le sens.

Un autre élément aurait dû mettre la puce à l'oreille de Ganser et ses amis. Il est également totalement inimaginable qu'une seule et unique personne ait acquis les connaissances pour modifier les contenus de 88 articles relevant d'une multitude de domaines et cela au cours de la même journée, comme par exemple le 11 septembre 2001, le pape, la vie de Jésus, différents acteurs politiques, différents pays, etc. à moins de lui attribuer des facultés intellectuelles surnaturelles !

Ganser et ses amis ont évoqué la piste de la NSA et de la CIA qui se trouveraient derrière Wikipédia. Qui d'autres pourrait organiser un tel réseau à travers le monde couvrant plus de 280 langues différentes, personne. Maintenant nous n'en avons pas les preuves.

Hier non plus nous n'avions pas de preuves que des centaines de journalistes étaient approchés, puis recrutés par la CIA pour servir dans les salles de rédactions des médias à travers le monde. Il n'y a pas très longtemps, nous ignorions également que des journalistes soi-disant indépendants ou travaillant en free lance qui procuraient des articles aux principaux journaux et magazines depuis des années ou des décennies, étaient en réalité des agents de la CIA . De la même manière que nous ignorions que la NED ou la CIA et divers institutions contrôlées par des oligarques finançaient des ONG. Il ne s'agit pas d'allégations ou d'un roman d'espionnage, mais bien de la réalité. Alors pourquoi Wikipédia ne ferait-il pas partie de leur dispositif pour formater les consciences dans une direction donnée, à des fins politiques ? Surtout qu'on a appris que depuis que Wikipédia concurrençait les encyclopédies existantes, certaines avaient cessé d'être actualisées, en Allemagne par exemple. Ce qui signifie que d'ici quelque temps Wikipédia aura évincé tous ses concurrents, et celui qui voudra consulter une encyclopédie ou en savoir plus sur un sujet portant sur l'histoire ou la politique et ses différents acteurs, seule la version de la CIA ou de la NSA sera disponible, et s'il croit sur parole ce qu'il y lira, il se fera manipulé.

Notre ennemi ne désarme jamais, comme dirait Macron, sa détermination est inébranlable, sans quoi il n'atteindrait jamais ses objectifs politiques. Sa stratégie porte sur le long terme et il n'en dévie jamais, c'est ce qui fait sa force. Alors que celle de nos dirigeants ne porte pas plus loin que le mouvement spontané des masses, en réalité ils n'en ont aucune.

Dès lors on comprend pourquoi ils se désintéressent de sujets comme celui que nous venons de traiter, parce qu'ils n'ont aucune stratégie à opposer à celle de notre ennemi, et il ne faudrait pas que leurs militants en prennent conscience. Ils n'informent pas leurs militants, ils les désinforment. Ils ne les forment pas, ils les laissent dans l'ignorance. Le niveau de conscience médiocre de la plupart des militants est à l'image de leurs dirigeants, dont la conception de la lutte de classe est gangrenée par des intérêts individuels ou d'appareil, finalement ils adoptent les mêmes méthodes que les institutions ou organisations liées au capital qui manipulent la conscience des masses ou ils refusent de les combattre. Qu'ils partagent dans bien des cas leurs versions d'événement importants ou qui ont contribué à influencer le cours de la situation mondiale, celles qui figurent dans les manuels scolaire ou universitaires, relayées par les médias aux ordres, en témoigne si nécessaire.

La tentaculaire machine à défigurer, dévoyer ou broyer toute expression de la démocratie à travers le monde.

- Le financier George Soros transfère 18 milliards à sa fondation - AFP

Le légendaire financier américain George Soros, 87 ans, a transféré une grande partie de sa fortune à sa fondation, créée en 1984 pour promouvoir la démocratie, les droits de l'homme et la liberté de la presse.

Open Society Foundations (OSF) a reçu 18 milliards de dollars de M. Soros, grand donateur du parti démocrate américain, a indiqué à l'AFP une porte-parole.

"Cette somme reflète un processus en cours de transfert des actifs" de M. Soros, "qui prévoit de laisser la vaste majorité de sa fortune à Open Society Foundations", a-t-elle souligné.

Cette donation fait d'Open Society Foundations la deuxième plus riche ONG aux Etats-Unis après la Fondation Bill et Melinda Gates, qui dispose de 40 milliards de dollars pour promouvoir les

problématiques de santé publique et de développement à travers le monde, d'après la National Philanthropic Trust.

L'OSF est un réseau de 39 entités aux opérations interconnectées à travers le globe. La première a ouvert ses portes en 1984 en Hongrie, pays d'origine de M. Soros. La dernière a vu le jour en 2016 en Birmanie.

George Soros en est le président et ses fils Alexander et Jonathan sont membres du conseil d'administration. D'autres de ses enfants sont également impliqués. AFP 18 octobre 2017

La présentation qu'en fait l'AFP témoigne (si nécessaire) qu'elle fait partie du dispositif de l'oligarchie pour manipuler les consciences. L'AFP, tout comme la plupart des acteurs politiques et la totalité des institutions sont passés du stade de la bienveillance ou de la complaisance envers l'idéologie adoptée par l'oligarchie, à celui de l'adhésion sans réserve, ils ont abdiqué toute velléité d'indépendance à son égard, ils en sont devenus des agents conscients.

L'AFP est avant tout un instrument de désinformation ou de propagande, car lorsqu'elle ne falsifie pas allègrement la réalité, elle interprète les faits en fonction des besoins de l'oligarchie, et elle est liée organiquement et financièrement à l'Etat qui lui sert de caution, de sorte que ce qui vaut pour l'AFP vaut également pour l'Etat ou ses représentants.

Sachant que la totalité des médias sont abonnés à l'AFP, et qu'ils se contentent de reproduire le contenu de ses dépêches ou articles, il ne faut jamais leur accorder le moindre crédit avant d'avoir pu recouper leurs informations avec d'autres sources. Il est fortement recommandé de respecter à la lettre cette règle sous peine de se faire manipuler.

Exercice pratique ou à quoi servent Open Society Foundations et Amnesty international

Souvenez-vous, c'est en 2016 en Birmanie que la dernière agence de Soros a vu le jour.

- Crise des Rohingyas: la communauté internationale doit "passer à l'action" - AFP

La communauté internationale doit "passer à l'action" pour mettre fin à la campagne de répression "systématique, planifiée et impitoyable" de l'armée birmane contre les Rohingyas, a estimé mercredi Amnesty international, qui évoque la "pire crise des réfugiés"... AFP

C'est exactement le même scénario que celui qu'ils avaient utilisé contre la Libye et la Syrie pour justifier une intervention militaire.

ACTUALITÉ DU JOUR

Un plébiscite qui a valeur de suicide politique pour le peuple exploité.

- "En France, le président se prend un peu pour le roi" - Franceinfo

Il y a une tradition monarchique en France qui fait que le président, surtout depuis l'élection au suffrage universel en 1962, se prend un peu pour le roi", explique la journaliste politique du journal l'Opinion. Béatrice Houchard dans le Grand Soir 3 ce mardi. Franceinfo 18 octobre 2017

On ne peut même pas dire que Macron serait un roi sans couronne, puisqu'il n'a absolument aucun pouvoir. Or c'est le genre de discours qui tend à faire croire le contraire en interprétant abusivement ses déclarations ou le comportement de cette marionnette des oligarques.

Tout sonne faux ou creux chez lui, c'est un piètre comédien qui surjoue le personnage qu'il incarne, il est tellement peu libre ou indépendant que sa momie desséchée se permet de le sermonner

Régime policier. Entre camp de concentration et STO.

Macron aux forces de l'ordre le 18 octobre : "Nous sommes le pays européen qui effectue le plus de contrôles d'identité. Est-ce satisfaisant ? Non". francetvinfo.fr 18 octobre 2017

Il faudrait généraliser le contrôle de toute la population, journalier,

Pierre Gattaz a estimé mardi qu'il fallait mieux contrôler les chômeurs dans leur recherche d'emploi, évoquant un «contrôle journalier». Liberation.fr 18 octobre 2017

Le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner, a déclaré que Pierre Gattaz était "légitime à le poser". Publicsenat.fr 18 octobre 2017

Touche pas au grisbi !

- L'État doit rembourser 10 milliards d'euros aux entreprises - Franceinfo

Été 2012, la taxe de 3% sur les dividendes est mise en place, elle doit compenser une perte de recette budgétaire et encourager les entreprises à réinvestir leurs bénéfices. Or le 17 mai dernier, la Cour de justice de l'Union européenne invalide partiellement cette taxe. Le Conseil constitutionnel la retoque totalement le 6 octobre. L'État va devoir rembourser aux entreprises près de 10 milliards d'euros. Franceinfo

- Vaccins obligatoires: feu vert des députés en commission. - AFP

En famille. Tartuferies. Même pas peur.

- Fiscalité des « riches » : « A force de pousser à droite, Macron contribue à réveiller la gauche » - Publicsenat.fr

Plus de 100 parlementaires PS, PCF et France Insoumise signent ensemble un appel pour que le gouvernement rende public l'impact de ses mesures fiscales en faveur des plus riches. Publicsenat.fr

Tout le monde sait que les riches sont de plus en plus riches grâce aux mesures adoptées par tous les gouvernements depuis des décennies, d'ailleurs ils ne s'en cachent pas eux-mêmes. Et cela sert à quoi, change quoi, absolument rien.

En revanche, c'est à croire que les signataires de cet appel en tire une certaine satisfaction ou jouissance ! Ils ne manquent pas une occasion pour cautionner ce gouvernement minoritaire et illégitime. Et FI et le PCF de s'encanailleur avec les raclures du PS.

C'est la seule explication que j'ai trouvé à cette démarche, puisque les médias se sont déjà chargés de répondre à leur demande. Je n'ai pas le temps de rechercher les articles en question.

Inutile en effet : il a déjà cédé sur tout.

- Projet d'attentat: "aucune menace ne fera céder un parlementaire" dit Mélenchon - AFP

Jean-Luc Mélenchon a assuré mercredi "qu'aucune menace ne ferait céder un parlementaire sur son devoir de représenter la liberté d'expression". AFP

Jadis, on disait que les social-traitres étaient socialistes en parole et impérialistes en acte, mais depuis déjà de lustres ils ne sont même plus socialistes en parole.

Chasse gardée.

- Maily (FO) à Mélenchon : "Hey keep cool mec !" - Franceinfo

Jean-Luc Mélenchon est déçu des syndicats et il craint une victoire par K.-O. d'Emmanuel Macron. "J'ai envie de lui dire : hey keep cool mec ! Il faut arrêter. Tu fais de la politique ou tu fais du syndicalisme !?", s'emporte le patron de FO. "Il est donneur de leçons. Ce n'est pas un gourou. Je ne comprends pas ce genre d'intervention". Franceinfo 18 octobre 2017

A feu et à sang.

- Afghanistan: deux attaques des talibans font 71 morts - AFP

- L'opposition kényane a annoncé mardi suspendre ses manifestations pour honorer la mémoire des trois personnes tuées par balles ces derniers jours - Liberation.fr

- Israël donne suite aux projets de construction de 1.292 logements de colons en Cisjordanie - AFP

- Madagascar : l'épidémie de peste continue à sévir, 74 morts - LeParisien.fr

Au total 805 cas de la maladie ont été recensés sur le territoire de la Grande île. LeParisien.fr

- Feux au Portugal et en Espagne : 45 morts et 71 blessés, selon un dernier bilan - LeParisien.fr

Ils osent tout.

- Rien ne va plus entre Macron et son "prédécesseur", Hollande - AFP

- François Hollande dénonce la "politique brutale" d'Emmanuel Macron - LePoint.fr

- L'Élysée envisage de commémorer Mai 68 - LePoint.fr

- Toucher le chômage pour "partir en vacances" : les propos polémiques de Castaner - LePoint.fr

- En Autriche, les socialistes prêts négocier avec l'extrême droite - L'Opinion

Pour vérifier cette info : <https://fr.news.yahoo.com/en-autriche-les-socialistes-pr%C3%AAts-142925105.html>

- Selon la conseillère spirituelle de Donald Trump, pour être heureux, soyez riches - Franceinfo

Ce n'est pas Macron qui la désavouera !

- Yanis Varoufakis tacle Macron et Merkel - Franceinfo
 - Crise des Rohingyas: la communauté internationale doit "passer à l'action" - AFP
 - Au Congrès du PCC, Xi Jinping souhaite une "modernité socialiste" - Reuters
-

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Malte

- Assassinat de la journaliste Daphne Caruana Galizia - Franceinfo

De sa voiture, il ne reste plus rien. La bombe n'a laissé aucune chance à la journaliste maltaise, assassinée à quelques kilomètres de chez elle. Daphne Caruana Galizia était une lanceuse d'alerte. Sur son blog, elle pointait directement du doigt l'entourage du Premier ministre, Joseph Muscat, sa femme et des membres de son gouvernement. Elle les accusait de détenir des comptes offshore et des sociétés écrans au Panama. Des attaques qui ont fait vaciller le gouvernement.

Une figure très populaire

En juin dernier, suite aux attaques du blog, des élections anticipées ont dû être organisées. Qui en voulait à Daphne Caruana Galizia au point de la tuer ? Aujourd'hui, le Premier ministre de Malte s'est empressé de dénoncer cet assassinat. Pour la presse de l'île ce mardi 17 octobre au matin, l'acte est sans nul doute politique. Il y a 15 jours, la journaliste avait reçu des menaces de mort. Suivie par plus de 400 000 lecteurs, elle était une figure très populaire. Des milliers de personnes ont tenu à se rassembler dans la rue, bougie à la main, pour lui rendre hommage et réclamer des explications. Franceinfo 17 octobre 2017

Venezuela

- Venezuela: bras de fer en vue entre le pouvoir et une opposition déchirée - AFP

Un nouveau bras de fer s'engage mercredi au Venezuela: les gouverneurs doivent prêter serment devant la toute puissante Assemblée constituante, mais cette cérémonie, imposée par le président Maduro, devrait être boycottée par l'opposition, plus déchirée que jamais après sa défaite électorale dimanche.

Problème: l'opposition, réunie au sein de la Table de l'unité démocratique (MUD), ne reconnaît pas cette Assemblée installée en août et composée uniquement de membres du pouvoir socialiste. Elle avait d'ailleurs annoncé que ses élus ne se soumettraient pas à cette chambre qu'elle considère comme illégitime.

Concrètement, personne ne savait mardi soir ce qu'il adviendra des cinq gouverneurs de l'opposition, sur les 23 au total élus dimanche, si ceux-ci refusent effectivement de prêter serment.

La MUD perd 3 millions de voix

Divisée entre ceux qui rejetaient la participation à ces élections des gouverneurs, ceux qui prônaient l'abstention et ceux qui voulaient jouer le jeu électoral, la MUD n'a finalement remporté que cinq sièges de gouverneurs, contre 17 pour le Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV), au pouvoir, voire 18, le dernier poste étant en attente de validation officielle.

Au niveau national, le chavisme -du nom du défunt Hugo Chavez, président de 1999 à 2013 et mentor de Nicolas Maduro- a obtenu 54% des suffrages, contre 45% à ses adversaires.

La MUD a drainé 4,8 millions de voix dimanche, "3 millions de moins qu'en 2015", quand le pouvoir est resté stable, avec 5,5 millions de voix contre 5,6 millions lors des législatives.

L'opposition, annoncée victorieuse par les sondages dans 11 à 18 Etats, a dès lundi refusé de reconnaître les résultats du scrutin et écarté tout dialogue sans "une vérification internationale fiable".

Lors d'une conférence de presse mardi, Nicolas Maduro s'est, lui, félicité du "message fort" envoyé par le peuple vénézuélien "à l'impérialisme, à Trump, à ses alliés régionaux et à la droite locale".

Et durant trois heures, démonstration sur une machine électorale à la clé, il a martelé que le scrutin avait été "libre": au Venezuela, "il est impossible de frauder aux élections", a assuré le président Maduro.

Si la Chine, alliée de Caracas, avait salué dès lundi un processus électoral "en douceur", Raul Castro, le N.1 cubain, parlant d'une "leçon de paix et de démocratie", l'Union européenne a demandé mardi à l'autorité électorale vénézuélienne de "prouver que les élections ont été transparentes".

Après les critiques de Washington, selon qui ces élections n'ont été "ni libres ni justes", c'est le gouvernement du Canada qui a subi les foudres de M. Maduro mardi, pour avoir aussi mis en doute l'honnêteté du scrutin.

"Qu'est-ce que j'en ai à foutre que le stupide gouvernement du Canada ne reconnaisse pas les élections ? Ce gouvernement insolent", a déclaré le président vénézuélien lors d'une conférence de presse au palais présidentiel de Miraflores, à Caracas.

"Qu'ils aillent se faire foutre", a-t-il ajouté. AFP18 octobre 2017

Je ne te le fais pas dire !

Commentaire d'un internaute.

- "A propos de l'imMonde

Depuis 1998, la droite vénézuélienne nie ses défaites électorales (21 sur 22 scrutins).

Dimanche 15 octobre 2017, le scrutin pour l'élection des gouverneurs a été surveillé par cinquante experts électoraux internationaux.

Après avoir préalablement essayé les machines à voter, les mandataires des différents partis avaient signé le rapport constatant leur fiabilité.

Et une fois de plus, les électeurs ont choisi le « chavisme ». Indéfectible perroquet de la droite vénézuélienne, Le Monde du 16 octobre donne le ton des futures campagnes médiatico-politiques

en France : « Au Venezuela, le pouvoir s'attribue la victoire aux élections régionales, l'opposition conteste.

Le Parti socialiste unifié, au pouvoir, a remporté 17 Etats sur 23. L'opposition refuse de reconnaître ce résultat, qu'elle estime entaché de fraude ».

Ce journal est dit « de référence » en raison de sa neutralité. Les mots qu'il emploie le démontrent et notamment : « s'attribue, entaché, fraude ». Quant à « le pouvoir » (que Le Monde appelle « le gouvernement » s'il est français ou états-unien), c'est une concession pour ne pas trop charger la mule. En général, le Monde dit : « le régime »."

Que Le Monde aussi aille se faire foutre !

Chine

- Au Congrès du PCC, Xi Jinping souhaite une "modernité socialiste" - Reuters

La Chine va laisser le marché jouer un rôle décisif dans l'allocation des ressources économiques, a-t-il dit.

Appelant à ouvrir les portes de l'économie chinoise, le dirigeant a annoncé sa volonté de faciliter les investissements étrangers.

Le gouvernement chinois "va améliorer les règles et les pratiques qui entravent un marché unifié et une concurrence équitable, soutenir le développement des entreprises privées et stimuler la vitalité de toutes les entités du marché", a-t-il dit.

Si l'accent est mis sur l'initiative privée, Xi a insisté sur le "renforcement, l'amélioration et le développement du capital public, la prévention de la perte de biens gouvernementaux, la réforme approfondie des entreprises publiques, le développement d'une économie mixte et la promotion d'entreprises de niveau mondial".

La Chine va approfondir les réformes de marché de sa devise et de son système financier, tout en renforçant le rôle des entreprises publiques dans l'économie, a-t-il ajouté. Reuters

Irak

- Kirkouk: Bagdad reprend aux Kurdes la quasi-totalité des champs pétroliers - AFP

Les troupes gouvernementales irakiennes ont désormais repris la quasi-totalité des champs pétroliers de la province de Kirkouk, après le retrait sans combattre des Peshmergas kurdes, ruinant les espoirs d'indépendance de la région autonome du Kurdistan, en plein marasme économique. AFP18 octobre 2017

ECONOMIE

Japon

- Au Japon, les coffres-forts pour l'épargne personnelle font recette - AFP

Fervents épargnants qui amassent leur pactole en liquide, les Japonais préfèrent même parfois entasser leurs billets dans un "kinko", un coffre-fort personnel, plutôt que de les confier aux banques ou de spéculer en Bourse.

Désormais, avec la politique de taux négatifs de la Banque centrale japonaise, l'argent mis sur un compte ne rapporte rien, pire, il coûte (en frais de retrait ou virement notamment). Pour autant, on n'investit pas plus.

Pas moins de la moitié des quelque 1.809.000 milliards de yens (près de 14.000 milliards d'euros) mis de côté par l'ensemble des particuliers japonais l'est... en liquide, selon un rapport de la Banque centrale.

Le reste l'est sous forme d'actions (10%), cotisations de retraite et assurance-vie (19%) ou autres placements.

Par comparaison, les Américains ne détiennent que 13% de leur épargne en liquide et 36% en actions. Les Européens se situent entre ces deux cas.

Les foyers japonais ont un bas de laine moyen de 18,20 millions de yens (140.000 euros), selon la Banque du Japon. Les célibataires et les plus jeunes ménages n'ont souvent rien (les moins de 40 ans n'ont que 5,74 millions de yens en moyenne), tandis que les plus de 60 ans ont un trésor de guerre dépassant en moyenne 23 ou 24 millions de yens.

La culture de l'épargne de précaution ne concerne pas que les particuliers: les firmes nippones ont accumulé un épais matelas de liquidités "au cas où", une somme d'argent dormant qui a atteint en 2016 pas moins de 400.000 milliards de yens (plus de 3.000 milliards d'euros), l'équivalent de 75% du Produit intérieur brut de l'archipel la même année. AFP 18 octobre 2017